

Central African Rep AG

JUL - 2
27-08449

Note to Mr. Nambiar

**SRSg LAMINE CISSE'S BRIEFING TO THE SECURITY COUNCIL
ON THE CENTRAL AFRICAN REPUBLIC**

1. At **informal consultations** of the Security Council on **3 July 2007**, SRSg Lamine Cisse is expected to introduce the Secretary-General's report of 22 June 2007 on the situation in the Central African Republic (CAR) and brief Council members on recent developments in that country.
2. I would be grateful if you would **secure**, at your earliest convenience, the Secretary-General's **approval** of the attached draft note on the basis of which General Cisse would brief the Council.


B. Lynn Pascoe
2 July 2007

Approved on
behalf of the
Secretary General
B. Nambiar
3/7

cc: Mr. Menkerios
Gen. Cisse
Mr. Buo

CdC		SG	
For SG's approval	<input type="checkbox"/>	Approved	<input type="checkbox"/>
For SG's attention	<input type="checkbox"/>	Noted	<input type="checkbox"/>
For SG's information	<input checked="" type="checkbox"/>	Seen	<input type="checkbox"/>
For SG's signature	<input type="checkbox"/>	Signed	<input type="checkbox"/>
Date		Date	
Comment (if applicable):			

JUL - 3

**Outline of SRSG Lamine Cisse's briefing
to the Security Council on 3 July 2007**

- The political situation in the CAR continues to be **volatile** and the preparations for an inclusive political **dialogue**, recommended to the President by the civil society and subsequently endorsed by him, have **not moved forward** since the last report.
- Despite the relative calm observed after the signing of several peace agreements between the Government and some rebel groups, **armed rebels** and gangs **continue to operate** in the northern parts of the country. As a result of ongoing attacks, including by Government military forces, humanitarian and human rights **conditions** in the CAR continue to **deteriorate**.
- **Economic development** prospects have **slightly improved** and the international financial institutions are continuing their cooperation with the country.
- The SRSG encourages the international community to continue to support the country, in particular in the following areas: security sector reform, political stabilization and economic development.
- The SRSG also informs the Council, in general terms, of DPA's strategic assessment exercise on the Central African Republic.

**NOTE DE PRESENTATION DU RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL AU
CONSEIL DE SECURITE SUR LA SITUATION EN REPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE ET LES ACTIVITES DU BONUCA**

**PAR LE GENERAL LAMINE CISSE
REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL EN RCA
3 juillet 2007**

**Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil de sécurité,**

1. Le présent rapport, paru sous la cote S/2007/376 du 22 juin 2007, couvre la période de janvier à juillet 2007. Outre les activités menées par le BONUCA et les agences du système des Nations Unies au cours de cette période, il fait le point de la situation générale du pays, notamment aux plans politique, militaire et sécuritaire, socio-économique, humanitaire et en matière des droits de l'homme.

2. **Sur le plan politique le rapport met l'accent**, sur la recherche des voies et moyens devant permettre l'organisation, dans des conditions de sécurité et de succès, d'un dialogue politique inclusif pour le règlement de la nouvelle crise militaro-politique que connaît la RCA depuis le déclenchement de la rébellion en octobre 2006. Il convient de souligner, à cet égard, le rôle important qu'a joué le Groupe des Sages, mandaté par Présidente Bozizé, en vue de la tenue de ce forum vivement souhaité par la majorité des acteurs sociopolitiques centrafricains.

3. Dans le rapport qu'il a remis au Chef de l'Etat à l'issue de ses consultations, le Groupe des Sages a recommandé la tenue d'un pré-dialogue militaire et d'un pré-dialogue politique, avant l'organisation du dialogue politique inclusif proprement dit. Il faut noter que, dans le cadre du pré-dialogue militaire, des rencontres entre le gouvernement et certains mouvements rebelles, ont permis la signature des accords de cessez-le-feu, notamment ceux de Syrte du 2 février 2007, et de Birao du 13 avril 2007. Le gouvernement poursuit ses efforts visant à amener les leaders des mouvements politico-militaires qui hésitent encore, à adhérer au processus de paix.

4. La vie politique a été également marquée par la célébration, le 11 juin dernier, du deuxième anniversaire du retour à l'ordre constitutionnel en RCA, suite aux élections présidentielle et législatives de 2005. Le Chef de l'Etat a saisi cette occasion pour réaffirmer que le dialogue politique inclusif se tiendra, mais, sans précipitation, et à condition que la situation sécuritaire soit d'abord maîtrisée et que la rencontre n'ait pas pour objectif de remettre en cause les institutions démocratiques établies. Les leaders de l'opposition, non convaincus, pensent, pour leur part, qu'à travers la signature d'Accords avec les rebelles, le Président Bozizé cherche simplement à contourner le dialogue politique ou à retarder le plus possible son organisation. Dès lors, il importe que des pressions soient exercées sur les autorités gouvernementales, afin que des dispositions soient prises pour la tenue rapide de cet important forum dont les résultats frayeront certainement la voie à l'avènement d'un climat de paix et de sécurité en Centrafrique.

5. Du 21 au 23 juin 2007, l'ancien Parti au pouvoir MLPC (MLPC), a tenu son 3^{ème} Congrès statutaire. De nombreux militants, partisans pour la plupart de l'ancien Président Patassé, n'ont pas pris part aux travaux en dépit de nombreux appels à l'unité. A l'issue des travaux, l'ancien Premier Ministre Ziguélé a été élu Président du MLPC, assisté de cinq vice-présidents. Des résolutions relatives à l'exclusion, la suspension ou la réhabilitation de certaines personnalités, ont été également adoptées. C'est ainsi que l'ancien Président Patassé, encore en exile au Togo, a été suspendu pour, entre autres, « atteinte à la

personne morale des militants ». Les assises, tenues dans la sérénité, ont ainsi donné lieu à la restructuration de ce grand parti de masse, longtemps miné par une profonde crise de leadership et de refondation.

6. **Au plan sécuritaire**, la situation reste marquée, notamment à l'intérieur du pays, par la persistance des activités des bandes armées, en particulier dans les zones nord, nord-ouest et nord-est. Sévissent dans ces zones, les coupeurs de route classiques, des bandes armées difficiles à identifier, et des mouvements rebelles. Au cours du premier trimestre 2007, des attaques des rebelles de l'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement (UFDR), ont pu être chaque fois repoussées. Toutefois, suite à la signature de l'Accord de Birao le 13 avril 2007, l'on a enregistré dans la zone une relative accalmie, en dépit de l'afflux récent de près de 2500 réfugiés soudanais à Sam Ouandja (100 km de la frontière avec le Soudan et à environ 250 km au Sud de Birao).

7. Au nord-ouest du pays, les populations sont principalement victimes des actes et exactions des rebelles de l'Armée Populaire pour la Restauration de la Démocratie (APRD) et des coupeurs de routes classiques, mais aussi des représailles perpétrées à titre de **riposte** et de manière disproportionnée, par les forces régulières. Ces exactions rendent parfois difficile le travail du système des Nations Unies et des organisations humanitaires. A titre d'exemple : l'attaque perpétrée par des coupeurs de route armés, contre un convoi du BONUCA qui revenait d'un séminaire organisé par le Bureau sur les droits de l'homme, au profit des agents d'application des lois à Bambari (390 km nord de Bangui) ; le meurtre par balle, lors d'une mission d'évaluation humanitaire à Paoua le 11 juin 2007, d'une jeune employée volontaire de l'ONG française « Médecins sans frontières », par des membres du mouvement rebelle APRD.

8. L'insécurité a conduit à une détérioration de la situation humanitaire dans les zones affectées, donnant ainsi lieu à des déplacements de populations qui trouvent généralement refuge dans la brousse, dans les champs, ou encore dans les Etats voisins, notamment au Tchad et au Cameroun. On estime actuellement à 212 000 le nombre des déplacés internes, et à 78 000 celui des Centrafricains réfugiés au Tchad, au Cameroun et au Soudan. Outre les actes des groupes armés et des militaires réguliers, des violences intercommunautaires, surviennent entre éleveurs et agriculteurs, ou entre musulmans ou non musulmans, compromettant ainsi la situation sécuritaire. A cela s'ajoutent la porosité des frontières, la prolifération et la circulation illicite des armes légères, ainsi que les effets du conflit au Darfour et à l'Est du Tchad.

9. Malgré ce contexte d'insécurité généralisée, l'on se félicite de la poursuite, sans heurts, du programme de restructuration des forces de défense et de sécurité, qui continue de bénéficier de l'appui technique du BONUCA et de la Coopération française. L'heureux aboutissement du Projet de Réinsertion des ex-combattants et d'Appui aux Communautés (PRAC), a incité d'autres partenaires, comme la France et le Japon, à appuyer le PNUD à mettre rapidement en œuvre un nouveau projet d'Appui aux Communautés, et un autre projet pour la réduction et le contrôle des armes légères. Par ailleurs, il est prévu d'organiser, en septembre prochain, un atelier national sur la réforme du secteur sécuritaire ; une mission conjointe Banque mondiale/PNUD a séjourné à Bangui, du 21 au 28 juin 2007, pour la préparation dudit atelier. L'Union Européenne, le BONUCA et des partenaires bilatéraux, ont pris part aux discussions menées dans le cadre de cette mission.

10. **La situation des Droits de l'Homme** demeure précaire et préoccupante, marquée par de graves violations. Les affrontements entre les différents groupes armés et les Forces Armées centrafricaines (FACA) ont provoqué, non seulement des déplacements forcés de populations civiles mais sont aussi souvent accompagnés de destructions de maisons et, parfois, de villages entiers, le plus souvent par le feu. Le BONUCA et les

autres partenaires au développement appellent souvent l'attention du gouvernement sur la nécessité de mettre fin à ces exactions qui portent si gravement atteinte à la dignité de la personne humaine. Les mesures de restructuration et de renforcement structurel envisagées, devront permettre au BONUCA de renforcer son action en matière de surveillance, de dénonciation ainsi qu'élaboration de rapports publics.

11. S'agissant de l'« Approche Genre », en raison de la non-maîtrise de ce concept, la participation de la femme centrafricaine aux instances dirigeantes ou de prise de décision reste largement en deçà des attentes. La dotation du BONUCA, en une structure spécialement chargée de la promotion de cette approche, permettra une plus grande sensibilisation des autorités et de l'ensemble de la population, sur la nécessité de mettre intégralement en œuvre la Résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité. Cette résolution est d'ailleurs en train d'être traduite en langue nationale Sango, par le BONUCA, pour une large diffusion.

12. La situation socio-economique et financière demeure difficile. Toutefois, suite au réengagement desdites institutions financières, le gouvernement poursuit les réformes structurelles recommandées par ces institutions internationales en vue de l'amélioration du niveau des recettes et de la maîtrise des dépenses publiques. Il en résulte, depuis le début de l'année, une amélioration progressive de la croissance économique du pays, et l'on s'attend à une nette amélioration de la situation financière avec l'allègement de la dette envisagé d'ici l'an prochain, lorsque le pays atteindra à cette date, le point de décision de l'initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE) de la Banque mondiale.

Observations

**Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil de sécurité,**

15. Outre les efforts que le pays lui-même fournit, la situation de la RCA exige le renforcement de l'appui multiforme de la communauté internationale et de l'ensemble des partenaires bilatéraux et multilatéraux, dans tous les domaines, notamment politique, sécuritaire, économique et des droits de l'homme.

16. Au plan politique, le dialogue inclusif se présente comme un impératif incontournable. Dans ce contexte, des pressions plus fortes devront s'exercer sur les autorités dirigeantes du pays, en vue de l'accélération du processus engagé pour la tenue rapide de ce dialogue. Ces pressions sont d'autant plus nécessaires et urgentes que le gouvernement semble tâtonner en ce qui concerne les initiatives hardies qu'il devrait prendre pour la tenue du dialogue. Ce forum est considéré par la majorité des Centrafricains comme le seul gage pour la paix, la stabilité et la sécurité de la RCA. Le succès de la rencontre pourra également permettre de renforcer les bases actuelles de la démocratie et d'assurer un plus grand respect des droits de l'homme.

17. Au plan sécuritaire, la situation nécessite une restructuration des Forces de défense et de sécurité. Ce dossier, piloté par la France, devrait être terminé en septembre 2007. Parallèlement, la mise en œuvre des dispositions du paragraphe 9 (d) de la résolution 1706 du Conseil de sécurité relatives à la dimension sous-régionale de la crise du Darfour, serait d'un grand apport, aussi bien dans le domaine sécuritaire que politique. En tout état de cause, le renforcement de la FOMUC devrait être envisagée pour accomplir certaines missions, en attendant que les Forces des Nations Unies soient éventuellement déployées dans le nord-est de la RCA. Le renforcement de l'initiative tripartite RCA/Cameroun/Tchad pour la lutte contre l'insécurité transfrontalière, participe également à la sécurisation de la RCA et des pays voisins.

18. Enfin, dans les domaines économique et financier, le réengagement récent des institutions financières **internationales** en RCA, est encourageant. Les autres partenaires au développement devraient soutenir les efforts des autorités gouvernementales et du peuple centrafricain visant à assainir durablement les finances publiques et jeter les bases nécessaires pour le décollage de l'économie centrafricaine.

19. Le Département des affaires politiques est en train de réévaluer la situation en République Centrafricaine ainsi que le rôle des Nations Unies dans ce pays. D'ores et déjà, nous sommes convaincus que la consolidation d'une paix durable en RCA passe par la pratique de la bonne gouvernance et la mise en œuvre de réformes dans le domaine de la sécurité.

Je vous remercie de votre aimable attention.